



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

NORD KIVU | Mars 2020

Chiffres clés

1 620 violations

Tendances mensuelles



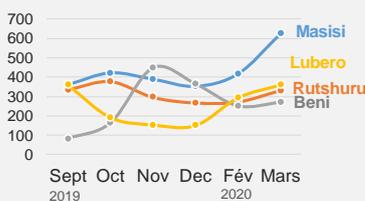
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	1202	74%
Femmes	354	22%
Garçons	35	2%
Filles	29	2%
Total	1,620	

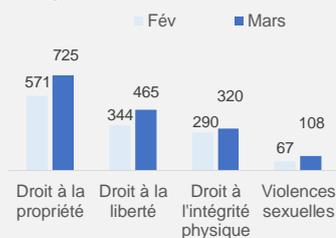
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retournés	1137	70%
PDIs	410	25%
Resident(e)	38	2%
Rapatriés	27	2%
Réfugiés	8	0%
Total	1,620	

Violations par territoire



Catégorie de violations



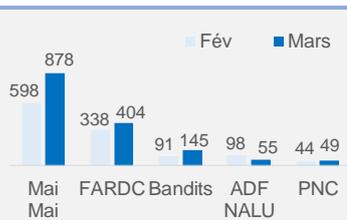
Violations par auteurs présumés

RESUME

En mars 2020, la situation de protection au Province du Nord-Kivu a été caractérisée par la réduction des tueries des civils par des présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF) en territoire de Beni et la reddition du chef d'un groupe armé Mai-Mai en territoire de Rutshuru. Ces deux faits majeurs seraient le résultat des actions entreprises par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), à savoir la poursuite des opérations militaires de grande envergure contre ces présumés ADF et l'appel à la reddition des groupes armés.

En effet, le territoire de Beni a enregistré une réduction d'incursions par les présumés ADF entre février-mars 2020 comparativement à la période de novembre 2019-janvier 2020, où une centaine de civils avaient été tués. **En mars 2020, 11 civils ont été tués** au cours de 3 incursions enregistrées durant ce mois, alors que **114 tueries avaient été enregistrés pour le mois de décembre 2019**. A la suite de cette relative accalmie, il s'observe un retour de personnes déplacées internes (PDI) dans certaines parties du territoire. Par exemple, la cellule de crise de la chefferie de Watalinga a informé qu'en mars 2020, environ 1547 ménages ont quitté l'agglomération de Nobili pour retourner vers leurs villages d'origines (Kamango, Mukakati, Katibombo, Mpoku, Bandiguya, Musu et Buisegha) en chefferie Watalinga, zone de santé de Kamango. Aussi, un autre mouvement a été observé dans la commune rurale de Mangina où est signalé le retour des personnes qui s'étaient réfugiés à Beni et ses environs en février 2020.

En territoire de Rutshuru, le chef du groupe armé Mai-Mai qui opérait dans le groupement Binza (Nyamilima) s'est rendu aux FARDC avec 112 de ses combattants le 25 mars 2020. Ce groupe armé Mai-Mai opérait au bord du lac Edouard, dans les agglomérations de Nyamilima, Nyakakoma et Kisharo. Il imposait des taxes illégales forfaitairement aux agriculteurs pour accéder à leurs champs et imposait des prélèvements sur les vivres après la récolte. Néanmoins, malgré cette reddition,



Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

Lieux où ont lieu les incidents



Violations de la 1612

Violations	Fév	Mars
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	10	7
Enlèvement	18	6
Recrutement or Utilisation d'enfant	0	6
Meurtre ou Mutilation	9	1
Attaque contre Ecoles ou Hôpital	3	1
Refus d'Accès à l'Aide Humanitaire	0	0
Total	40	21

Evènements majeurs

Mars
Territoire de Rutshuru
Environ 51 ménages de 342 personnes dépendants FDLR se sont déplacés vers les villages Ruya et Shonyi, fuyant les affrontements entre les FARDC et FDLR le 10 mars 2020 à Kinundu en groupement Bishusha. Ils sont accueillis en familles d'accueil et dans le site de Kanyatsi.
Le 25 mars 2020, le chef du groupe armé Mai Mai qui opérait dans le groupement Binza (Nyamilima) s'est rendu aux FARDC avec 112 de ses combattants.

15-23 mars
Territoire de Lubero
Cantonnement le 15 mars 2020 d'environ 683 civils du village Vuhate, groupement Mbulie à Lubero par un groupe armé, dans les installations de l'EP Vusanza pour le recouvrement forcé de frais de jeton de résidence

Le 19 mars 2020, 6 femmes PDI's retournées (23-42 ans) ont été violées par des présumés FARDC du 3401e régiment, au village Ndaano, dans le groupement Itala. Elles ont reçu le Kit PEP dans le délai requis de 72 heures dans une structure médicale locale.
Attaque du centre de santé Vughumirya le 23 mars 2020 vers 20 heures par des présumés éléments Mai-Mai. C'est à 60Kma u nord-est de Lubero-centre, en zone de santé de Musienene.

29 mars
Territoire de Beni
39 otages dont 16 femmes, 4 enfants et 19 hommes ont été libérés de mains des présumés ADF le 29 mars 2020 à May-Moya.

certaines éléments Mai-Mai qui sont restés dans le maquis et des éléments d'un autre groupe armé continuent tracasser les habitants.

Cependant, malgré la réduction de l'activisme des présumés ADF à Beni, la situation générale de protection en Province du Nord-Kivu demeure inquiétante. **Le nombre d'incidents de protection documentés est passé de 1279 incidents en février 2020 à 1620 incidents de protection en mars 2020, soit une hausse d'environ 27%.** Cette hausse s'explique par de multiples tracasseries que les groupes armés multiplient sur les populations civiles dans les territoires de Masisi, Lubero et Rutshuru. Ces trois entités ont enregistré respectivement **39 %**, **22 %** et **20%** du total d'incidents de protection.

Le territoire de **Masisi a enregistré à lui seul 62 % des viols** qui sont concentrés dans les villages de Karumu, Lushebere, Luibo et Kishonja. Il en est de même **des tueries dont 42 %** ont été documentés dans le territoire de Masisi (à Bulenda, Hembe, Badahunga et Bindobodobo).

Mouvements des populations

Le tableau ci-dessous présente les principaux mouvements des populations enregistrés en mars 2020.

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes des déplacements	Personnes déplacées	Ménages
Le village Kivuye-centre. Ils sont dans les familles d'accueil et sites des PDI's de Kivuye	Le village Badahunga/Masisi	Incursion du 1er mars 2020 par un groupe armé	568	142
Les villages Ruya et Shonyi/Bukombo. Ils sont dans les familles d'accueil.	Le village Kinundu/Rutshuru	Affrontement du 10 mars 2020 entre les FARDC et un groupe armé	342	51
Les villages Kasho et Nyabiondo	Les villages Masinga et Luhunzi/Masisi	Affrontement entre deux groupes armés	402	117
		Total	1312	310

Protection de l'enfance

Sur les 1620 incidents de protection documentés, 4% ont été commis sur 64 enfants (dont 29 filles et 35 garçons). La majorité de ces violations a été commise dans le territoire de Masisi, Rutshuru et Lubero par des membres de groupes armés lors de leurs différentes incursions dans les villages Ngingwe, Nyange, Kishondja, Kalengera, Buhangala, Bibwe et Lushebere dans le territoire de Masisi et Rwahanga, Mubirubiru et Nyamirima dans le territoire de Rutshuru et Lutambi, Vuhirima et Mulinde dans le territoire de Lubero.

Parmi ces incidents, **21 incidents de violations graves des droits des enfants** ont été documentés et partagés à la coordination du mécanisme y relative (MRM) pour analyse et validation. Il s'agit de 6 cas d'enlèvements, 7 cas de viols ou autres actes graves de violences sexuelles, 6 cas de recrutements ou utilisation d'enfants soldats, 1 cas de meurtre, 1 cas d'attaque contre école ou hôpitaux commis dans les territoires les plus affectés sont Lubero et Masisi.

Violences sexuelles et sexistes

108 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été documentés au cours de ce mois de Mars 2020. Il s'agit de 69 cas de viols, 20 cas d'agressions physique, 10 cas du déni de ressources, d'opportunités et de service, 6 d'agressions sexuelles et 3 incidents de violence psychologique.

Les territoires les plus affectés sont Masisi (54 cas, dont 43 cas de viols), Rutshuru (22 cas, dont 10 cas de viols) et Lubero (18 cas, dont 13 cas de viols) ; les membres des groupes armés étant les principaux auteurs de ces actes.

En territoire de Masisi spécifiquement, les villages de Kishonja et Lushebere sont les contrées les plus touchées par les viols à cause de la présence d'un groupe armé qui contrôle cette zone tout en limitant l'accès dans les champs aux PDI. Les incidents sont principalement commis lorsque les survivantes se rendent aux champs à la

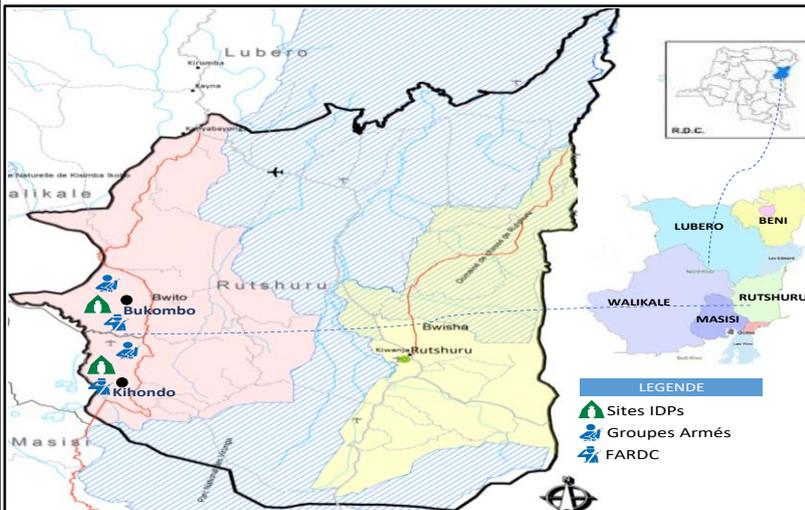
recherche des produits vivriers. Malgré la disponibilité de l'assistance médicale dans la zone, les mesures préventives adaptées aux facteurs de risque sont presque absentes. Lors d'une évaluation menée du 10 au 13 mars 2020 par l'équipe mobile de protection INTERSOS aux villages renseignés, que plus de 20 femmes, PDI-retournés, ont été violées en décembre 2019 à Bambo-centre, Bugina et Kabizo par les groupes armés sur l'axe Makomalehe-Bambo.

Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle	Défis et perspectives
Masisi	<p>Dans ce territoire, un nouveau groupe armé dénommé Indara aurait été créé entre les villages Kalengera et Kirumbu, en groupement Bashali-Mokoto. Il est composé d'anciens éléments d'un groupe armé qui s'étaient rendus aux FARDC depuis le mois de mars 2019 et qui auraient rejoint leurs anciennes zones à cause d'un encadrement déficitaire dans le centre de démobilisation.</p> <p>Il a été signalé en outre, l'existence de quatre barrières payantes sur l'axe Mweso-Kalembe (distant de 15Km) érigées par les éléments d'un groupe armé. Des prélèvements obligatoires sur les denrées alimentaires y sont effectués. Les mouvements des habitants des villages Mweso et Kashuga vers le marché hebdomadaire de Kalembe, leur zone de ravitaillement en vivres, sont sensiblement réduits.</p> <p>Au cours de ce mois, 32 incursions des groupes armés, suivies des pillages des biens, d'enlèvements, de viols, de coups et blessures, de meurtres, etc. ont été documentées au cours de ce mois. Le groupement Bapfuna dans la zone de santé de Masisi a été le plus touché par ces incursions. Le 13 mars 2020, un groupe armé a fait une incursion dans le village Bonde (13 km de Masisi centre) ; 32 ménages des PDI et résidents ont été pillés et 8 femmes PDI ont été violées.</p>	<p>Pour éviter d'autre retour en brousse, il importe que le gouvernement provincial élabore et mette en œuvre un programme d'accompagnement des redditions.</p>
Lubero	<p>La situation sécuritaire et de protection de ce territoire est inquiétante à cause de l'activisme, dans plusieurs groupements des chefferies Batangi, Bamate et Baswagha, des groupes armés Mai-Mai.</p> <p>Dans le groupement Mbulie, en localité Kandole, un groupe armé s'est engagé dans les taxes illégales, les arrestations arbitraires et les traitements inhumains des civils insolubles. Dans la matinée du 15 mars 2020, plus de 683 civils habitants du village Vuhate avaient été contraints de se rassembler dans la cour et dans les salles de classes de l'école primaire Vusanza par les membres de ce groupe armé, pour un recouvrement forcé de jeton de résidence (dont le montant est passé de 1.500Fc à 5.000Fc). Douze personnes incapables de payer ce jeton avaient été emportées en brousse.</p> <p>En groupement Itala, village Ndaano dans la chefferie Batangi, 6 femmes PDI retournées ont été violées le 19 mars 2020 par huit bandits armés vêtus en tenues FARDC.</p>	<p>L'activisme des groupes Mai-Mai et de tracasseries sur les populations civile a duré plusieurs mois dans le territoire de Lubero. Par conséquent, plusieurs populations sont contraintes au déplacement vers Musienene, Muhangi, etc. Mais, la réduction de la couverture de cette zone par le monitoring de protection conduit à une faible information sur la situation de protection de ces PDI dans cette zone.</p>

<p>Beni</p>	<p>Comparativement à la deuxième moitié de février et à la première semaine de mars 2020, le territoire de Beni a connu une relative réduction d'attaque de présumés ADF. Cette baisse pourrait être consécutive aux opérations de grandes envergures que les FARDC mènent dans cette zone depuis la fin du mois d'octobre 2019, avec le soutien de la MONUSCO. Cette situation stimule un début de retour de populations dans la commune rurale de Mangina et dans la zone de santé de Kamango.</p> <p>Toutefois, malgré cette relative accalmie relative, quelques incidents sporadiques sont toujours enregistrés. Le 23 mars 2020, des présumés ADF ont effectué une incursion aux villages Limbekwe et Mabatundu (situés à environ 52Km au nord-ouest de la ville de Beni, en groupement Batangi-Mbau). Des biens des habitants ont été pillés et 18 PDI-retournées ont été enlevés.</p>	
<p>Rutshuru</p>	<p>Dans la chefferie de Bwisha, malgré la reddition aux FARDC du chef de groupe armé Mai-Mai avec 112 de ses combattants depuis le 25 mars 2020, la situation de protection demeure préoccupante. Dans la nuit du 9 au 10 mars 2020, les éléments d'un groupe armé ont fait une incursion au village Buramba où ils ont tué le chef d'un ménage car il n'avait pas l'argent à leur remettre.</p> <p>Dans la chefferie de Bwito, plus de 9 affrontements entre les FARDC et les groupes armés et 6 incursions des bandits armés ont été rapportés durant ce mois. Craignant pour leur sécurité, environ 82 ménages de 342 personnes, qui courent plus de risques des violations à cause de leur expression en kinyarwanda, se sont déplacées vers les villages Ruya et Shonyi en localités Kyumba et Bukombo. Ils ont été accueillis certains dans les familles d'accueils et d'autres dans le site de Kanyatsi.</p> <p>Le 1er mars 2020, un notable résident avait été tué à Iyobora dans le groupement Kanyabayonga par des personnes en arme d'obédience hutu. Cet incident a créé un sentiment de vengeance des membres d'un autre groupe armé Nande-Hunde. Ainsi, plusieurs civils d'ethnie hutu ont été obligés de se déplacer vers les villages Mirangi et Kitibito et ceux des ethnies nande et hunde vers les villages Lusogha et Birundule. Il faut retenir que la cohabitation entre les communautés ethniques demeure fragile depuis des événements sanglants intercommunautaires qui avaient caractérisés cette chefferie en 2016. La situation est redevenue relativement calme grâce à l'implication des autorités locales qui ont sensibilisés les parties en conflits à la paix et la cohabitation pacifique.</p>	<p>Des activités de cohésion sociale entre les communautés (Hutu, Hunde et Nande) devraient être soutenues pour éviter les conflits interethniques et améliorer la sécurité encore fragile dans cette partie du Territoire de Rutshuru (village Iyobora, groupement Kanyabayonga)</p>

FOCUS SUR LA SITUATION DE PROTECTION DES GROUPEMENTS KIHONDO ET BUKOMBO EN TERRITOIRE DE RUTSHURU



En novembre 2019, des groupes armés opérant en territoire de Rutshuru s'étaient coalisés et avaient établis leurs sites dans la localité de Mashango, au village Kinyamugezi, en groupement Bukombo. Ils se préparaient aux éventuels pourparlers avec le gouvernement congolais, dans le but de leur intégration au sein des FARDC. De cette coalition, ces groupes armés avaient intensifié des attaques contre un autre groupe armé très

actif dans la zone. Ces attaques se poursuivirent jusque dans le groupement voisin de Kihondo.

Depuis la constitution de cette coalition, ces groupes armés occupent une grande partie des groupements de Bukombo et Kihondo. Ils s'approvisionnent en vivres sur les populations, à travers de braquages, pillages, extorsions, enlèvements etc. Dès lors, les civils de ces deux groupements ont commencé à subir des actes de représailles par un autre groupe armé, non membre de cette coalition. Ils sont accusés d'avoir des rapprochements avec la coalition.

Dans le village Kiyeye, localité Mubirubiru, en zone de santé de Kibirizi, 20 hommes PDI-retournées ont été enlevés le 26 mars 2020 par ce groupe armé, car assimilés aux proches d'un de groupes armés - membre de la coalition. Elles ont subi des traitements inhumains avant d'être relâchées le 27 mars 2020 et moyennant une rançon d'environ douze dollars chacune.

Le 25 mars 2020, des éléments d'un groupe armé ont fait une incursion dans le site des PDI de Kihondo. Plusieurs biens (des habits, les casseroles, les matelas etc.) des PDI ont été pillés dans environ 8 ménages. Trois hommes PDI ont été enlevés pour transporter les biens pillés et ont été relâchés le lendemain. Cette violation du caractère civil dans ce site devient récurrente, ce qui pousse les forces de l'ordre ainsi que la population riveraine de considérer la présence des PDI comme source de l'insécurité à Kihondo.

Beaucoup de barrières illégales sont érigées par les groupes armés dans le groupement Kihondo et Bukombo. Les PDI y sont soumises aux taxes illégales et aux extorsions de leurs biens. Le 29 mars 2020, 13 PDI (9 hommes et 4 femmes) vivant en familles d'accueils à Bukombo et qui se rendaient à Kinyamugezi pour s'approvisionner en vivres, avaient été enlevés. Les présumés auteurs ont reproché aux victimes d'avoir contourné leur barrière pour échapper à leur contrôle. En effet, la présence des groupes armés aux environs des sites de Kihondo et Kasoko représente une menace permanente pour les PDI de ces sites.

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

Violations (Nombre de cas documentés)	Resultats obtenus				
	Victimes libérées	Accompagnement Psychologique	Administration de Kit PEP	Auteurs arrêtés	Soins médicaux
Viols (69)	0	29	26	1	27
Agression physique (20)	0	1	0	0	2
Arrestation arbitraire (85)	4	0	0	0	0
Enlèvements (228)	9	0	0	0	0
Total	13	32	26	1	29

Résultat obtenus suite aux actions d'orientations et de suivi menées par les animateurs de protection sur le terrain

Quelques autres actions

- Une évaluation de protection a été menée du 10 au 13 mars 2020 dans les villages Bambo centre, Bugina et Kabizo, dans la zone de santé de Bambo. Cette évaluation a relevé, que les éléments FARDC basés à Bambo-centre tracassent les civils. Ils les accuseraient d'avoir un rapprochement avec les groupes armés. Les civils sont ainsi victimes de travaux forcés, d'arrestations arbitraires, de coups et blessures et d'extorsions de leurs biens. Par ailleurs, le risque de violence sexuelles est élevé à Bambo-centre et Bugina. Le service de prise en charge médicale existe à l'hôpital général de Bambo, mais, selon un responsable médical, le corps médical a besoin d'un renforcement de capacité sur les protocoles de prise en charge des survivant-e-s.
- L'organisation INTERSOS a organisé deux tables rondes à Butembo (avec l'appui du Centre d'Etudes Juridiques Appliquées, CEJA) et à Beni sur la protection des PDI. Réunissant les universitaires et les membres de divers groupes de pression, ces séances avaient pour but de déconstruire les rumeurs et mauvaises informations qui circulent autour de la protection et l'assistance aux PDI.

Défis

L'évolution de la pandémie du Coronavirus en RDC, ayant suscité la prise des mesures préventives par les autorités nationales, a réduit la mobilité des équipes protection sur le terrain pour suivre de près la situation de protection.

Bien que les moniteurs de protection (recrutés dans leurs milieux respectifs) restent actifs, les descentes vers les PDI et les missions vers les localités où il n'a pas de moniteurs sont actuellement réduites.

Pour faire face à ce défis, INTERSOS et le HCR s'appuient sur les membres des structures locales qui, cependant nécessitent un renforcement des capacités en matériels (laptop) et en moyens de communication (téléphone, crédit, etc.).

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
WASH	Plaidoyer pour la construction des fontaines d'eau à Nobili-centre en vue de la réduction des risques sur les femmes PDI et résidentes pendant la recherche d'eau à des endroits éloignés.	UNICEF	Urgent
Protection	Appuyer les activités visant au renforcement de la cohésion sociale entre les communautés ethniques dans le groupement Kanyabayonga,	Cluster Protection	Dès que les conditions sanitaires le permettront
	Plaidoyer pour le renforcement de la sécurité au tour des sites PDI de Kihondo et Kasoko	Cluster protection, CNR	Urgent
	Mener un plaidoyer auprès du gouvernement Provincial pour la mise en place d'un programme solide d'accompagnement des redditions pour prévenir le retour en brousse.	Coordination du cluster Protection	ASAP
	Analyser la possibilité de renforcer la couverture du monitoring de protection dans la zone de santé de Musienene	Coordination du Groupe de travail Monitoring de Protection	ASAP

Pour tout contact :

Nora Staunton, Administratrice Principale de Protection, staunno@unhcr.org

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, katsura@unhcr.org

ANNEXES

#Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Exorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Rutshuru	12	36	0	58	105	0	0	35	0	0	47	9	0	0	7	10	3	8	0	1	0	331	20%
Masisi	26	89	0	20	197	1	7	99	0	0	102	17	0	0	11	43	2	7	0	2	0	625	39%
Lubero	35	37	0	29	146	5	0	14	0	0	71	0	0	0	6	13	0	3	0	0	2	361	22%
Beni	6	64	2	39	53	15	0	30	1	2	32	11	0	0	1	3	1	2	0	7	1	270	17%
Walikale	6	2	0	4	14	0	0	1	0	0	6	0	0	0	0							33	2%
Total	85	228	2	150	515	21	7	179	1	2	258	37	0	0	25	69	6	20	0	10	3	1,620	

#Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Exorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Birambizo	10	10	0	5	28	0	0	16	0	0	11	1	0	0	3	2	2	4	0	0	0	92	6%
Bambo	2	4	0	8	9	0	0	0	0	0	12	3	0	0	0	2	0	0	0	0	0	40	2%
Kirotshe	4	0	0	0	13	0	0	5	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	25	2%
Masisi	5	13	0	2	8	0	0	44	0	0	26	0	0	0	0	28	0	2	0	1	0	129	8%
Katoyi	6	3	0	0	99	0	0	21	0	0	10	4	0	0	0	0	1	2	0	0	0	148	9%
Rwanguba	0	0	0	33	39	0	0	11	0	0	5	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	91	6%
Mweso	11	46	0	6	55	1	7	25	0	0	53	7	0	0	11	14	1	3	0	1	0	241	15%
Pinga	0	29	0	12	24	0	0	4	0	0	11	6	0	0	0							86	5%
Lubero	6	7	0	2	63	1	0	0	0	0	5	0	0	0	3	0	0	3	0	0	2	92	6%
Katwa	4	3	0	0	19	0	0	0	0	0	15	0	0	0	0							41	3%
Oicha	0	37	0	6	4	0	0	9	0	0	6	9	0	0	1	1	0	0	0	0	1	74	5%
Binza	0	5	0	0	1	0	0	3	0	0	6	0	0	0	3	1	0	1	0	0	0	20	1%
Kayna	3	25	0	4	28	4	0	0	0	0	23	0	0	0	1	11	0	0	0	0	0	99	6%
Kibirizi	0	17	0	12	9	0	0	5	0	0	5	5	0	0	1	5	1	0	0	1	0	61	4%
Vuhovi	4	3	2	18	8	1	0	14	0	0	6	1	0	0	0							57	4%
Beni	0	7	0	2	16	5	0	3	0	0	15	0	0	0	0							48	3%
Musienene	19	2	0	22	36	0	0	14	0	0	22	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	119	7%
Kibua	6	0	0	4	12	0	0	1	0	0	6	0	0	0	0							29	2%
Butembo											6	0	0	0	0							6	0%
Rutshuru					19	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0							27	2%
Kyondo	1	0	0	0	3	1	0	3	0	0												8	0%
Alimbongo	2	0	0	0																		2	0%
Kalunguta	0	17	0	13	8	0	0	1	1	0	5	1	0	0	0							46	3%
Mabalako	1	0	0	0	12	6	0	0	0	0						2	0	2	0	0	0	23	1%
Mutwanga					2	2	0	0	0	2						0	1	0	0	7	0	14	1%
Masereka	1	0	0	1																		2	0%
Total	85	228	2	150	515	21	7	179	1	2	258	37	0	0	25	69	6	20	0	10	3	1,620	

#Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Exorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
ADF/NALU	-	36	-	-	-	-	-	9	-	-	2	8	-	-	-							55	3%
Bandits	-	15	-	14	34	7	-	16	-	-	31	7	-	-	3	14	2	-	-	-	-	145	9%
FARDC	35	-	-	56	214	5	-	29	-	-	57	3	-	-	3	1	1	-	-	-	-	404	25%
Groupe arme inconnu					4	-	-	4	-	-												8	0%
Inconnu					-	1	-	-	-	-						1	-	-	-	-	-	2	0%
Mai Mai	8	175	2	79	240	6	7	121	1	-	158	19	-	-	17	44	1	-	-	-	-	878	54%
PNC	32	-	-	-	13	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	49	3%
Pop civile																8	1	20	-	9	3	41	3%
Autres					1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	6	0%
ANR	9	-	-	-	2	-	-	-	-	-												11	1%
FDLR	-	2	-	-																		2	0%
MLP											5	-	-	-	-							5	0%
Garde Parc	1	-	-	1	7	2	-	-	-	2												13	1%
SPLA															1							1	0%
Total	85	228	2	150	515	21	7	179	1	2	258	37	-	-	25	69	6	20	-	10	3	1,620	

Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguisement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
PDIs retournes	65	128	1	109	375	17	5	163	1	0	171	28	0	0	9	44	1	14	0	1	3	1,137	70%
PDIs	18	88	1	24	116	4	2	14	0	2	84	7	0	0	11	23	4	4	0	8	0	410	25%
Residents	1	8	0	7	9	0	0	0	0	0	3	1	0	0	3	2	1	2	0	1	0	38	2%
Rapatris	0	0	0	10	14	0	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	27	2%
Refugies et demandeurs d'asile	1	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	8	0%
Grand Total	85	228	2	150	515	21	7	179	1	2	258	37	0	0	25	69	6	20	0	10	3	1,620	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguisement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Femmes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
5-11	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	0%
12-17	0	3	0	0	6	0	0	0	0	0	2	0	0	0	11	0	1	0	0	0	0	23	1%
18-59	3	32	0	1	132	3	2	39	0	0	32	7	0	0	7	55	6	19	0	4	3	345	21%
60+	0	5	0	0	1	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	1%
Sous-total	3	41	0	1	139	3	3	40	0	0	37	7	0	0	7	69	6	20	0	4	3	383	24%
Hommes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0%
12-17	1	5	2	5	4	0	1	2	0	0	7	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	29	2%
18-59	79	170	0	140	362	17	3	128	0	2	205	27	0	0	16	0	0	0	0	0	0	1,151	71%
60+	2	12	0	4	10	1	0	9	1	0	9	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51	3%
Sous-total	82	187	2	149	376	18	4	139	1	2	221	30	0	0	18	0	0	0	6	0	0	1,237	76%
Grand Total	85	228	2	150	515	21	7	179	1	2	258	37	-	-	25	69	6	20	-	10	3	1,620	

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 76% des cas d'homicide ont été documentés dans le territoire de Rutshuru

A gauche répartition des violations par territoire, à droite, répartition par auteur présumé

Violations	ADF/NALU	ANR	Bandits	FARDC	FDLR	Garde Parc	Groupe arme inconnu	Mai Mai	PNC
Arrestation Arbitraire	0%	11%	0%	41%	0%	1%	0%	9%	38%
Enlevement	16%	0%	7%	0%	1%	0%	0%	77%	0%
Travaux Forcés	0%	0%	9%	37%	0%	1%	0%	53%	0%
Extorsions de biens	0%	0%	7%	42%	0%	1%	1%	47%	3%
Incendie	0%	0%	35%	25%	0%	10%	0%	30%	0%
Pillages	5%	0%	9%	16%	0%	0%	2%	68%	0%
Coups et blessures	1%	0%	12%	23%	0%	0%	0%	63%	1%
Homicide	22%	0%	19%	8%	0%	0%	0%	51%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	13%	13%	0%	0%	0%	74%	0%
Viol	0%	0%	21%	1%	0%	0%	0%	65%	1%
Agression sexuelle	0%	0%	40%	20%	0%	0%	0%	20%	0%
Agression physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Deni de ressources	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Violence Psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Violations	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Walikale
Arrestation Arbitraire	7%	31%	14%	41%	7%
Enlevement	28%	39%	16%	16%	1%
Travaux Forcés	26%	13%	39%	19%	3%
Extorsions de biens	10%	38%	20%	28%	3%
Incendie	71%	5%	0%	24%	0%
Pillages	17%	55%	20%	8%	1%
Coups et blessures	12%	40%	18%	28%	2%
Homicide	30%	46%	24%	0%	0%
Torture/Traitement inhumain	4%	44%	28%	24%	0%
Viol	4%	62%	14%	19%	0%
Agression sexuelle	17%	33%	50%	0%	0%
Agression physique	10%	35%	40%	15%	0%
Deni de ressources	70%	20%	10%	0%	0%
Violence Psychologique	33%	0%	0%	67%	0%